

Travaux du Conseil de gouvernement du jeudi 27/09/2012

Le Conseil de gouvernement adopte deux projets de décret relatifs à l'Académie des arts traditionnels et aux attachés militaires

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, sous la présidence du chef de gouvernement, M. Abdelilah Benkirane, a adopté deux projets de décret relatifs à l'Académie des arts traditionnels et à la situation des attachés militaires, de leurs assistants et des autres militaires affectés à travailler auprès d'eux. Le premier projet de décret N 2-12-536, présenté par le ministre de l'artisanat, porte sur l'organisation de l'Académie des arts traditionnels eu égard à l'importance de ce secteur, a indiqué un communiqué dont lecture a été donnée par le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha Khalfi.

L'Académie des arts traditionnels relevant de la Fondation de la Mosquée Hassan II de Casablanca a été créée, suite aux hautes orientations royales et conformément aux dispositions du dahir N 01-09-14 du 21 janvier 2009, dans l'objectif de promouvoir les arts traditionnels qui constituent une partie intégrante du patrimoine, de la civilisation et de l'authenticité marocains, qu'il importe de préserver à travers la formation et la formation continue, professionnelle, pratique et scientifique en faveur des maîtres artisans.

Afin de jouer pleinement le rôle fondamental qui lui est assigné, cette institution s'est vue confier, à travers ce projet de décret, d'autres missions notamment la recherche dans le domaine des arts traditionnels et la préservation des métiers et du savoir-faire artisanal ainsi que le développement des relations de coopération, de partenariat et l'échange d'expertises avec des organismes nationaux ou étrangers spécialisés dans ce domaine.

Le conseil a également adopté le projet de décret N 2-12-360 complétant le décret 2-65-046 du 7 mai 1965 relatif à la situation des attachés militaires, de leurs assistants et des autres militaires affectés auprès d'eux. Le texte a été présenté par le Secrétaire général du gouvernement au nom du ministre délégué auprès du chef de gouvernement chargé de l'administration de la Défense nationale.

Ce projet vise à compléter le premier article du décret 2-65-046, vu la décision de l'Etat-major général des Forces armées royales de nommer un officier supérieur en tant qu'attaché militaire auprès de l'ambassade du Maroc à Doha à partir du premier septembre 2012, ce qui requiert du point de vue réglementaire la création d'un nouveau poste.

Le Conseil de gouvernement adopte un projet de loi relatif aux coopératives

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat sous la présidence du chef de gouvernement, M. Abdelilah Benkirane, a adopté un projet de loi no 112-12 relatif aux coopératives, qui a été présenté par le ministre délégué auprès du chef de gouvernement, chargé des Affaires générales et de la gouvernance.

Conscient du rôle fondamental de l'économie sociale, dont les coopératives constituent un des piliers importants en ce qu'elle favorise la création de nouveaux postes d'emploi, et eu égard au fait que les coopératives figurent parmi les mécanismes adoptés pour soutenir les programmes de l'Initiative

nationale pour le développement humain (INDH), le gouvernement s'emploie à prendre toutes les dispositions à même de promouvoir ce secteur et à rendre le rôle des coopératives plus agissant, a indiqué un communiqué dont le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a donné lecture lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.

Ce projet a été élaboré dans ce cadre et en coordination avec l'ensemble des intervenants et acteurs de ce secteur. Il tend à réorganiser les établissements coopératifs suivant une nouvelle vision permettant à ces entreprises de s'inscrire dans le processus de mutations qu'a connues l'environnement économique aux niveaux national et international.

Les dispositions de ce projet s'articulent autour de la définition précise des coopératives, la simplification des procédures de leur création, le renforcement de la transparence, le soutien de la bonne gouvernance à travers la création d'un registre central et de registres locaux des coopératives, ainsi que la fixation à 1000 dirhams du capital minimum souscrit, en concrétisation de la volonté des coopérateurs de s'impliquer dans l'économie sociale.

Le projet vise également à préciser la responsabilité des organes de gestion et à préserver la stabilité des relations et la pérennité de la confiance en mettant en place une procédure de conciliation.

Le Conseil de gouvernement adopte un projet de loi modifiant et complétant le dahir instituant une caisse nationale de retraites et d'assurances

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi, sous la présidence du chef de gouvernement, M Abdelilah Benkirane, a adopté un projet de loi no 85-12 modifiant et complétant le Dahir no 1-59-301 du 27 octobre 1959 instituant une Caisse nationale de retraites et d'assurances, présenté par le ministre de l'économie et des finances.

Selon un communiqué dont lecture a été donnée, lors d'un point de presse à l'issue de ce conseil, par le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha Khalfi, l'élaboration de ce texte de loi procède de l'importance qu'accorde le gouvernement au rôle que joue cette caisse, gérée par la Caisse de dépôt et de gestion (CDG) et qui fournit des prestations complètes d'assurance au profit des prestataires, qu'ils soient des particuliers ou des collectivités, soit à titre principal ou complémentaire.

Dans le cadre des efforts entrepris pour réformer les régimes de retraite au Maroc, a poursuivi M. Khalfi, ce projet vise à introduire des amendements aux dispositions du Dahir no 1-59-301 et ce, en vue de recentrer les activités de la caisse pour lui permettre de répondre au mieux aux missions qui lui seraient dévolues par les pouvoirs publics.

Dans ce sens, le projet vise à centraliser la gestion et le versement des allocations octroyées à titre d'indemnisation pour accidents de travail, aux fins d'améliorer la gestion et la liquidation de ces allocations et recadrer le rôle de l'assureur et ce, en soumettant les assurances accordées par cette caisse à une autorisation préalable de l'administration et en lui conférant la gestion des caisses de retraites qui seront instituées en vertu de textes législatifs particuliers.

Ce projet de loi vise également, a ajouté M. Khalfi, à consolider les mécanismes de gouvernance au sein de la caisse et ce, à travers le renforcement des attributions du comité de direction de l'institution, en rendant obligatoire son avis sur les aspects relatifs à la gestion de la caisse. De même, obligation

sera faite à la caisse de se conformer aux dispositions de la loi no 9-88 relative aux règles comptables devant être respectées par les commerçants. La caisse sera également tenue de constituer des réserves techniques suffisantes pour honorer ses engagements, tout en soumettant cet établissement au contrôle du ministre en charge des finances.

Le gouvernement alloue 1 milliard de dirhams pour subventionner le prix du pain

Le gouvernement a décidé de subventionner le prix du pain pour un montant de 1 milliard de dirhams, a indiqué jeudi le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi.

Cette mesure a été prise d'un commun accord entre le ministère de l'Economie et des Finances et le ministère chargé des Affaires générales et de la gouvernance, a précisé le ministre, lors d'un point de presse au terme du Conseil du gouvernement.

Dans le cadre des mesures d'urgences adoptées par l'Exécutif en rapport avec la saison agricole, il a fait état de l'adoption d'un volet en liaison avec le Plan Maroc Vert et l'octroi de financements d'appui au secteur.

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi dernier, un projet de décret relatif à la suspension de la taxe d'importation sur le blé tendre.

Le projet retient la période du 1er octobre au 31 décembre 2012 pour la mise en application de cette mesure, dans le but de garantir l'approvisionnement régulier du marché intérieur en blé tendre et produits dérivés.